

**Assemblée générale**

Distr. générale
10 février 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Points 35 a) et 67 de l'ordre du jour

Prévention des conflits armés : prévention des conflits armés**La situation dans les territoires ukrainiens temporairement occupés****Lettre datée du 10 février 2022, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration du Ministère ukrainien des affaires étrangères sur la décision de la Fédération de Russie de bloquer certaines zones de la mer Noire et de la mer d'Azov ainsi que le détroit de Kertch (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des point 35 a) et 67 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sergiy Kyslytsya



Annexe à la lettre datée du 10 février 2022 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Déclaration du Ministère ukrainien des affaires étrangères sur la décision de la Fédération de Russie de bloquer certaines zones de la mer Noire et de la mer d'Azov ainsi que le détroit de Kertch

10 février 2022

Le Ministère ukrainien des affaires étrangères proteste vivement contre la décision de la Fédération de Russie de bloquer certaines zones de la mer Noire et de la mer d'Azov ainsi que le détroit de Kertch sous prétexte d'organiser des exercices navals réguliers.

L'ampleur sans précédent des manœuvres rend la navigation dans les deux mers pratiquement impossible. En substance, il s'agit d'une entrave importante et injustifiée à la navigation internationale, notamment au commerce, qui peut avoir des conséquences économiques et sociales complexes, en particulier pour les ports d'Ukraine.

Ces actions agressives de la Fédération de Russie, qui s'inscrivent dans le concept de sa guerre hybride contre l'Ukraine, sont inacceptables. Il s'agit d'une manifestation de dédain ostensible pour les normes et les principes du droit international, notamment la Charte des Nations Unies, les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

L'Ukraine collabore étroitement avec ses partenaires, principalement ceux de la région de la mer Noire, pour évaluer correctement ces actes de la partie russe et y répondre de façon appropriée.
